



## L'eau au coeur du changement :

Accélérer pour atteindre

les Objectifs de

Développement Durable

# Quels apprentissages issus de dispositifs participatifs ? Le cas de l'eau potable et de sa vulnérabilité au changement climatique



Irstea est un centre de recherche publique français sur l'environnement ; les deux unités de recherche impliquées travaillent plus spécifiquement sur l'eau (pour l'UMR G-eau) et sur les territoires de montage pour le Laboratoire Ecosystèmes et Sociétés de Montagne.

### Quelle problématique? Quels enjeux?

L'adaptation au changement climatique implique un changement de pratiques de consommation, notamment en eau potable. Les comportements dépendent des représentations que chacun se fait de ses pratiques et de leurs effets sur le milieu, au sein du territoire de vie et au-delà. Ces représentations sont à la fois propres à chaque individu, fruit de ses expériences et de ses apprentissages, et sont influencées par des interactions sociales. Elles assurent quatre fonctions : i) elles orientent les perceptions d'une situation, ii) qui vont guider les pratiques, iii) selon des normes, des valeurs et des modalités d'évaluation partagées par un groupe social, iv) et qui seront mobilisées pour justifier des prises de position. Ces représentations sociales sont qualifiées de savoirs de sens commun, qui se transforment dans les lieux d'interactions sociales et via les médias où se confrontent des perceptions, attitudes, expériences et opinions. Les dispositifs participatifs s'apparentent à de tels moments de confrontations de points de vue. Ils auraient la capacité à favoriser la diffusion de nouveaux savoirs de sens commun, mais qu'en est-il vraiment ?

Dans le cadre d'un projet de recherche, financé par l'Agence de l'eau, nous avons souhaité évaluer plus précisément les apprentissages individuels et sociaux générés par des dispositifs participatifs, en repérant l'évolution des représentations de l'eau, de l'eau potable, de sa rareté ainsi que de la façon dont elle est gérée. Nous avons cherché à mesurer ces apprentissages à l'issue de focus group, de dialogues avec experts de l'eau, d'exploration de dilemmes sociaux sur la tarification de l'eau au cours d'un jeu sérieux, d'élaboration collective de supports de communication pour le grand public.

### Quel(s) territoire(s)?

Le projet a porté sur trois communes de la **Communauté de communes du Diois (Drôme)** et sur la **Communauté de Communes Cèze-Cévennes (Gard)**, en régie municipale pour le service d'eau, en voie de transfert vers l'intercommunalité. Elles subissent des arrêts sécheresses répétés (situées en zones de répartition des eaux ZRE). Elles connaissent une expansion périurbaine sous forme de lotissements et d'habitats individuels, commune à beaucoup de régions méridionales. Une part significative de cette population, non native des villages d'accueil, est peu familière des enjeux locaux de l'eau, véhicule d'autres valeurs, attentes, savoirs et représentations sur l'eau et l'environnement. Les conséquences sur la gestion des services d'eau de cette périurbanisation sont complexes et mal connues, tant par les habitants que par les élus et gestionnaires de la ressource.

### Présentation du projet et de la solution mise en œuvre

Sur ces deux terrains, nous avons organisé un dispositif participatif stimulant les échanges, mais aussi l'engagement des participants, élus et habitants, autour de 3 soirées successives :

- Débat sur l'équité du prix de l'eau, par la simulation via un jeu sérieux sur la tarification de pratiques d'usages et leurs incidences sur le budget des ménages et du service d'eau ;
- Confrontations des savoirs profanes et experts sur des enjeux de l'eau ;
- Mobilisation des connaissances acquises, lors d'une nouvelle session de jeu sérieux ou en élaborant des supports de communication pour le grand public.



## L'eau au coeur du changement : Accélérer pour atteindre les Objectifs de Développement Durable

### Quelle est la durée du projet/processus ?

Le processus participatif a duré environ **6 mois** sur chacun des terrains.

### Quels acteurs ont été impliqués ?

Nous avons ciblé d'une part des habitants ordinaires, pour les usages banals, domestiques ou professionnels, qu'ils font de l'eau potable, d'autre part des élus communaux ayant la responsabilité de la fourniture des services d'eau et d'assainissement, tout en étant aussi usagers. Les deux groupes étaient constitués de 11 habitants et 11 élus dans le Diois et de 13 habitants et 7 élus dans la Cèze.

### Comment l'histoire s'est-elle déroulée ?

Des entretiens individuels avec chacun des participants ont été réalisés avant et après ces 3 soirées. Les échanges entre participants ont été également observés et enregistrés. Sur la base du matériau collecté, nous avons évalué l'évolution des connaissances et représentations des participants en associant 4 techniques : i) *la méthode associative* fondée sur l'énoncé et le classement de mot-image par chaque personne en réaction à l'écoute d'un mot-inducteur (eau, eau potable, rareté) ; ii) *les cartes mentales dessinées* sur l'enjeu discuté (dessiner d'où vient l'eau de mon robinet ou elle va ensuite) iii) *des entretiens semi-directifs* et iv) *des auto-évaluations* individuelles et collectives. L'originalité de la démarche provient de *l'usage combiné de ces approches*, dans un souci de triangulation sur des effectifs restreints. Ces outils d'évaluation sont centrés sur l'analyse de la dimension cognitive des apprentissages et ne prétendent pas qualifier les apprentissages communicationnels ou politiques qui sont d'autres effets attendus de la participation.

### Quel type de transformation / changement a permis ce projet/processus ?

Les changements sont des apprentissages cognitifs, avec des attentes fortes sur une déclinaison territorialisée des informations. Les savoirs et qualifications des enjeux sont très dépendant de la proximité à la gestion de l'eau (domestique ou agricole).

La plupart des personnes, « éloignées » de ces services, connaissent à peine les principes généraux de fonctionnement et quelques éléments visibles de cette infrastructure discrète (château d'eau...), sans faire le lien avec l'eau de leur territoire. Le dispositif leur a permis de reconnecter un peu ce petit cycle au grand cycle de l'eau et concrétiser ses enjeux locaux. Les plus engagées dans la gestion locale de l'eau connaissent les réseaux et font état de préoccupations techniques, économiques et institutionnelles précises. Mais la plupart se montrent incrédules sur l'impact du changement climatique sur leur service et rétifs à des visions prospectives en rupture avec leur vécu quotidien. Quand leurs représentations sociales sur un sujet sont bien ancrées, elles réfutent les dires d'experts. Les élus ont conscience des écarts de préoccupations avec leurs administrés.

### Quel(s) levier(s) a/ont permis la réalisation ou non du projet/processus ? Quelle synergie avec les autres leviers ? A quels moments les leviers ont-ils été mobilisés, pourquoi et comment ?

Le jeu sérieux sur le tarif de l'eau, en tout début de dispositif et l'élaboration collégiale de supports de communication à la fin ont été les deux moments les plus féconds pour l'apprentissage social et les échanges. Les participants ont pu y mettre à l'épreuve leur savoir et leurs valeurs sur des situations simulées très concrètes, proches de leur vécu (acte de consommation, paiement de la facture) ou semblables à des moments de débat (justifier l'équité d'une tarification dans un conseil municipal, la pertinence d'un message d'information...).

### Quel(s) résultat(s) ?

Dans l'esprit des élus et des habitants, la rareté de l'eau dans la nature est déjà une évidence dans ces deux territoires en ZRE. Ils admettent les projections inquiétantes sur la réduction des débits d'étiage et sur l'accroissement des demandes : « **le changement climatique c'est ce qui nous a marqué le plus** ». Mais la dissociation entre le petit et le grand cycle de l'eau favorise une mise à distance temporelle, territoriale et événementielle du changement climatique.



## L'eau au coeur du changement :

Accélérer pour atteindre

les Objectifs de

Développement Durable

« Une pénurie d'eau ? « d'ici trente, quarante ans ? ça... Ben tout peut arriver j'ai envie de dire, peut être oui, mais... Pour le coup, dans un avenir proche : non. À plus ou moins long-terme : peut-être... Peut-être, je sais pas ». Cette mise à distance est renforcée par un sentiment de capacité d'action très limitée à leur échelle, mais aussi par une sacralisation de ce service (régie municipale), que la puissance publique s'évertuera coûte que coûte à maintenir. Difficile d'admettre qu'il faudrait changer ses pratiques quotidiennes d'usagers ou de gestionnaire du service d'eau. Nous avons ainsi constaté lors des enquêtes a posteriori que si les savoirs avaient évolué, il y avait eu peu de changement concret dans les pratiques ou équipements individuels comme dans les modalités de gestion des services (tarification par exemple).

Il s'agit là de freins importants à l'engagement dans des plans d'action locaux pour l'adaptation au changement climatique des services d'eau potable.

L'identification des conditions de traduction de ces nouveaux savoirs en pratiques renouvelées demanderait de prolonger l'étude par une approche des motivations à l'acquisition de nouveaux équipements et de la routinisation des comportements. Elle pourrait s'inspirer des développements récents de la théorie des pratiques appliquée à l'étude sociologique de la consommation.

### **Dans les ODD, quelles cibles sont les plus concernées ?**

L'ODD le plus concerné est le 6 « Eau propre et assainissement », notamment sur les aspects de gouvernance participative et multi acteurs, permettant de prendre des décisions concertées entre les différentes parties prenantes, y compris les usagers finaux, pour la gestion et le partage des ressources.

### **Au regard de cette expérience, mais aussi d'un point de vue général, quelle(s) recommandation(s) pourriez-vous faire ?**

L'injonction à s'adapter exige des politiques publiques ad hoc pour orienter la transformation des comportements, avec un vrai défi de traduction des enjeux à l'échelle du vécu des populations.

Le danger n'est pas la négation du changement global, mais l'incrédulité de la mise en cause des routines qui font l'essentiel des pratiques banales du quotidien, réalisées « sans y penser ». Les dispositifs participatifs peuvent contribuer à cette prise de conscience des enjeux territorialisés, mais ils sont insuffisants pour « routiniser » de nouveaux comportements de consommation. Par la puissance de leur mise en situation concrète, les jeux sérieux sont très utiles pour apprivoiser la complexité des dilemmes sociaux alors que des présentations formelles paraissent trop technocratiques ou scolaires. L'intérêt général vs. intérêts particuliers, l'équité d'un prix, le potentiel d'économie d'un équipement ou d'une pratique quittent la sphère des dires d'experts pour se matérialiser dans ces expériences. En jouant les conséquences de ses actes et des choix collectifs, on en apprécie immédiatement les effets, les débattre et apprendre par essais erreurs.

**Références:** Référence : Garin, P., Girard, S., Honegger, A., Degache, A., Gouton, C., Pellen, M., 2018. Mesurer les apprentissages issus de dispositifs participatifs par les représentations sociales et territoriales : l'exemple de l'eau potable et de sa vulnérabilité au changement climatique. Rapport final de l'opération n° 45-2010. Programme ZABR. 155 p. + annexes.